

MINISTÈRE DE LA RÉGION BRUXELLOISE

19 JUIN 1981. — Economies d'énergie dans les bâtiments. — Mesures destinées à réduire la consommation d'énergie. — Décisions du C.M.C.E.S. en date des 3 juillet 1980 et 9 janvier 1981. — Accord gouvernemental du 19 octobre 1980

Aux Communes, à l'Agglomération de Bruxelles, aux associations de communes.

Mesdames et Messieurs,

L'accord gouvernemental prévoit, sous le titre IV « Politique énergétique », un certain nombre de mesures visant à réaliser des économies d'énergie dans le secteur public, mesures que le Comité ministériel du Coordination économique et sociale a déjà approuvées le 3 juillet 1980.

La crise pétrolière, qui a commencé à fin 1973, est devenue un phénomène irréversible qui oblige tous les pays à réviser leur politique de l'énergie, d'autant plus que le pétrole est une énergie non renouvelable. De la crise pétrolière, chacun en ressent aujourd'hui et de façon rapidement croissante, les effets, car elle s'est accompagnée d'une crise économique générale intense.

Pour des raisons macro-économiques évidentes, la réduction de la consommation énergétique doit être considérée comme un objectif prioritaire. Car il ne fait, en effet, aucun doute que l'économie belge ne pourra retrouver une nouvelle période de croissance sans des mesures efficaces d'économies d'énergie. Freiner la consommation énergétique, en diversifier les sources, en faire une utilisation plus rationnelle s'imposent aussi bien au secteur public qu'au secteur privé : peut-être davantage car les pouvoirs publics devraient donner l'exemple d'une bonne gestion de leurs budgets.

Les mesures prescrites dans la présente circulaire ont été approuvées avec l'accord gouvernemental actuel : elles sont impératives pour les pouvoirs publics.

Si elles sont correctement appliquées, l'on peut espérer une diminution globale de la consommation d'énergie dans les bâtiments publics et assimilés de quelque 20 p.c. par rapport à ce qu'elle a été durant la saison de chauffe 1978-1979.

1. A partir de la période de chauffe 1980-1981, la température maximale autorisée dans tous les bâtiments publics a été ramenée à 19 °C à l'exception des bâtiments où une température supérieure, mais ne pouvant normalement excéder 22 °C, se justifie, par exemple dans les institutions pour soins médicaux ou dans les homes pour personnes âgées ou handicapées. La température de 19 °C s'applique aux locaux où s'effectue un travail sédentaire et aux locaux scolaires. Dans les ateliers, locaux sanitaires, salles de sport, la température ne peut dépasser 15 °C. Il est de même dans les dégagements et couloirs, halls et autres locaux inoccupés. Les dispositions fixées dans la circulaire du 25 octobre 1979 restent d'application.

Dans les bâtiments où une température supérieure se justifie, les locaux qui ne doivent pas être protégés sont soumis aux normes générales.

Dans les crèches, la température est fixée par le médecin qui les surveille, mais ne sera en aucun cas supérieure à 22 °C. L'O.N.E. recommande une température de 19 °C.

Il serait d'ailleurs souhaitable que la température soit volontairement uniformisée à 19 °C aussi bien dans les locaux publics que privés afin d'éviter des changements de température ambiante au cours de la même journée et, par voie de conséquence, des adaptations individuelles multiples qui engendrent toujours des périodes d'inconfort.

1.1. Il importe de souligner qu'il s'agit ici de la « température de confort » ou de la température résultante sèche (trs). Cette température tient compte de la température d'air sec (trt) et de la température moyenne de toutes les parois environnantes (trm).

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST

19 JUNI 1981. — Energiebesparing in de gebouwen. — Maatregelen ter vermindering van het energieverbruik. — Beslissingen van het M.C.E.S.C. van 3 juli 1980 en 9 januari 1981. — Regeerakkoord van 19 oktober 1980

Aan de Gemeenten, aan de Brusselse Agglomeratie, aan de Verenigingen van Gemeenten.

Mevrouw, Mijne Heren,

Het Regeerakkoord voorziet onder titel IV « Energiebeleid », een aantal energiebesparende maatregelen in de openbare sector, die reeds op 3 juli 1980 door het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie werden goedgekeurd.

De oliecrisis die wij sedert 1973 doormaken, blijft voortduren en is uitgegroeid tot een onomkeerbaar verschijnsel dat alle naties ertoe noopt hun energiebeleid te herzien, temeer daar aardolie geen hernieuwbare energiebron is. Vandaag worden de gevolgen van de petroleumcrisis voor iedereen steeds meer voelbaar. Zij is immers gevolgd door een diepgaande algemene economische crisis. Om onmiskenbare macro-economische redenen dient de afremming van het energieverbruik als prioritair te worden beschouwd. Het is onbetwistbaar dat de Belgische economie niet opnieuw tot groei kan komen zonder doeltreffende maatregelen op het vlak van de energiebesparing. De afremming van het energieverbruik, de diversificering van de hulpbronnen en een rationeler gebruik dringen zich op zowel binnen de openbare diensten als in de privé-sector. Misschien nog meer in de openbare sector die het voorbeeld moet geven door een goed beheer van zijn budgetten.

De maatregelen die onderhavige omzendbrief voorschrijft, werden in het huidig regeerakkoord goedgekeurd : zij zijn imperatief voor de overheid.

Bij correcte toepassing ervan kan een globale daling van het energieverbruik in de openbare en daarmee gelijkgestelde gebouwen met 20 pct. verhoogt worden in vergelijking met het stookseizoen 1978-1979.

1. Vanaf het stookseizoen 1980-1981 werd de toegelaten maximumtemperatuur in alle openbare gebouwen teruggebracht tot 19 °C, met uitzondering voor de gebouwen waar een hogere temperatuur, die normaal echter niet meer dan 22 °C mag bedragen, uiteraard verantwoord is, bijvoorbeeld in de instellingen voor gezondheidszorg of tehuizen voor bejaarden of gehandicapten. De temperatuur van 19 °C zal worden aangehouden voor lokalen waar zittend werk wordt verricht en voor schoollokalen; in werkplaatsen, sanitaire lokalen en sportzalen mag de temperatuur niet meer dan 15 °C bedragen. In bergruimten, gangen, halls en andere niet bezette lokalen zal zij niet meer dan 15 °C mogen bedragen. De bepalingen voorzien in de omzendbrief van 25 oktober 1979 blijven van toepassing.

In de gebouwen waar een hogere temperatuur gerechtvaardigd is, dienen voor de lokalen die geen bescherming behoeven, de algemeen normen te worden toegepast.

In de kinderkritten wordt de temperatuur door de toezicht-houdende geneesheer vastgesteld. Zij mag in geen geval meer dan 22 °C bedragen. Het N.W.K. beveelt een temeperatuur aan van 19 °C.

Het zou daarenboven wenselijk zijn dat de temperatuur vrijwillig op 19 °C geuniformiseerd wordt, zowel in de openbare als in de private lokalen, ten einde tijdens dezelfde dag wijzigingen van de omgevingstemperatuur en bijgevolg veelvoudige individuele aanpassingen te vermijden, die steeds tot periodes van gebrek aan comfort leiden.

1.1. Er dient op gewezen dat het hier gaat om de « komfort-temperatuur » of de droge resulterende temperatuur (trs). Deze temperatuur houdt rekening met de droge luchttemperatuur (trt) en de gemiddelde temperatuur van alle omgevende wanden (trm).

Dans les locaux d'habitation et de bureau normaux, l'on peut poser que :

$$trs = \frac{ti + trm}{2}$$

La température de confort trs peut être mesurée à l'aide d'un thermomètre normal dont le réservoir à mercure se trouve au centre d'une boule creuse en métal ayant un diamètre de quelque 10 cm; cette boule métallique est noircie à l'extérieur. Pour la simplicité, la température de confort est mesurée à 0,75 m au-dessus du plancher et à 1,50 m de distance de la paroi extérieure vitrée.

1.2. Les dispositions précitées sont d'application à tous les bâtiments publics, ainsi qu'aux bâtiments loués ayant une fonction publique. Par bâtiments publics, il faut entendre, dans le cas qui nous occupe, tous les bâtiments qui font partie du patrimoine communal, de l'Agglomération de Bruxelles ou de l'association des communes, qu'ils aient été ou non donnés en location à des tiers et pour autant que leur utilisation en cas de location à des tiers présente un caractère public.

Il y a lieu, dès lors, de modifier les baux en conséquence et, pour les Administrations, de contrôler, suivant des modalités à déterminer, l'observation des températures dans ces bâtiments loués. Les modifications aux baux seront apportées dans les plus brefs délais, de préférence par négociation amiable.

1.3. En fonction des possibilités techniques des installations, il sera veillé à ce que l'eau sanitaire ne soit pas fournie à plus de 50 °C et que son emploi soit limité aux usages et quantités réellement nécessaires. Les conditions de son utilisation seront précisées dans chaque bâtiment public.

1.4. Le Collège des Bourgmestre et Echevins, ou l'organe compétent, désignera le service et la ou les personne(s) responsable(s) du contrôle permanent du respect des températures maximales autorisées et de l'utilisation de l'eau sanitaire, dans chaque bâtiment ou groupes de bâtiments publics ou assimilés.

2. Afin de diriger et coordonner au niveau de chaque institution, la politique d'utilisation rationnelle de l'énergie (U.R.E.), une personne responsable sera désignée à cet effet. Les Autorités compétentes pourront, soit attribuer ces fonctions à un Echevin, soit désigner la personne de leur Administration la plus qualifiée pour cette tâche.

Le responsable de l'U.R.E. disposera des pouvoirs et moyens nécessaires à la mise à exécution des mesures d'économie d'énergie imposées par le Gouvernement et/ou décidées par les Autorités compétentes. Il pourra faire appel à la collaboration de la Régie des Bâtiments de l'Etat, Service d'Applications Physiques et de Contrôle (S.A.P.C.), Résidence Palace, rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles, tél. 736.89.00, et au Service de la Conservation des Energies de l'Administration de l'Energie du Ministère des Affaires économiques, de même qu'à l'Administration spécialisée ou aux organes que la Région mettra éventuellement en place.

Les techniciens spécialisés du S.A.P.C., lorsque leur assistance est requise, peuvent procéder à une évaluation détaillée des installations thermiques ainsi que des locaux (en ce qui concerne la répartition et les émissions de chaleur).

En conclusion de leur visite, ils établissent un rapport de synthèse, avec leurs avis et remarques. Sur base de ce rapport, le responsable local de l'U.R.E. pourra, le cas échéant, juger de la qualité du travail fourni par l'entrepreneur d'entretien et disposer de directives concrètes pour réaliser des économies d'énergie.

3. Sans préjudice des compétences dévolues en cette matière à d'autres organismes ou services de l'Etat, de la Province, de la Commune, de l'Agglomération ou de l'association de communes, les installations de chauffage dans les bâtiments publics pourront être soumises à un contrôle systématique par la Régie des Bâtiments, laquelle pourra en outre contrôler si les températures maximales autorisées dans les bâtiments publics sont bien respectées.

4. Dans chaque bâtiment ou entité de bâtiments, le responsable communal de l'U.R.E. désignera un responsable local qui sera chargé d'appliquer les directives en matière de gestion énergétique.

In de normale woon- en kantoorvertrekken mag men stellen dat :

$$trs = \frac{ti + trm}{2}$$

Deze komforttemperatuur « trs » kan gemeten worden met een normale thermometer waarvan het kwikreservoir zich midden in een holle metalen bol bevindt met een diameter van nagenoeg 10 cm. Deze metalen bol dient langs buiten zwart te zijn gemaakt. Eenvoudigheidshalve wordt de komforttemperatuur gemeten op 0,75 m boven de vloer en op 1,50 m van de beglaasde buitenwand.

1.2. Hogervermelde bepalingen zijn van toepassing op alle overhedsgebouwen, alsmede op alle ingehuurde gebouwen met een overheidsfunctie. Onder overhedsgebouwen moet worden verstaan alle gebouwen van het patrimonium van de gemeenten, de Brusselse Agglomeratie of de verenigingen van gemeenten, onafgeraden of deze al dan niet aan derden werden doorverhuurd, voor zover hun aanwending, in geval van verhuring aan derden, een openbaar karakter dragen.

De huurovereenkomsten dienen dan ook in deze zin te worden gewijzigd, en de besturen dienen controle uit te oefenen op het naleven van de temperaturen in de door hen verhuurde gebouwen aan de hand van te bepalen modaliteiten. De wijzigingen aan de huurovereenkomsten dienen zo spoedig mogelijk aangebracht, bij voorkeur door onderhandelingen in der minne.

1.3. In functie van de technische mogelijkheden van de installaties zal er over gewaakt worden dat het sanitair water niet toegeleverd wordt op een temperatuur van meer dan 50° en dat het gebruik beperkt blijft tot de werkelijke vereiste toepassingen en hoeveelheden. De gebruiksvoorwaarden ervan zullen voor elk openbaar gebouw gepreciseerd worden.

1.4. Het College van Burgemeester en Schepenen of het bevoegde orgaan wijzen de dienst of de persoon (personen) aan die verantwoordelijk is (zijn) voor de permanente controle op het naleven van de toegelaten maximumtemperaturen en de aanwending van het sanitair water in ieder gebouw of groep van openbare of daarmee gelijkgestelde gebouwen.

2. Er zal een persoon worden aangesteld voor het leiden en coördineren van het R.E.V.-beleid op het vlak van iedere instelling. De gemeenteoverheden zullen deze functie kunnen toekennen aan een schepen of een persoon uit hun administratie die het meest geschikt is om deze taak waar te nemen.

Deze R.E.V.-verantwoordelijke zal beschikken over de machten en de middelen die vereist zijn voor de tenuitvoerlegging van de energiebesparende maatregelen die de regering heeft opgelegd en/of waartoe de bevoegde overheden beslist hebben. Hij zal een beroep kunnen doen op medewerking van de Regie der Gebouwen, Dienst voor Fysische Toepassing en Controle (D.F.T.K.) — Résidence Palace, Wetstraat 155, 1040 Brussel, tel. 736.89.00, op de dienst Energiebehoud van het Ministerie van Economische Zaken, evenals op de gespecialiseerde Administratie of op de organen die het Gewest eventueel zal instellen.

De gespecialiseerde technici van de D.F.T.K. kunnen overgaan tot een gedetailleerde evaluatie van de thermische installaties en lokalen op het vlak van de warmteverdeling en de warmteafgifte.

Tot besluit van hun bezoek stellen zij een syntheserapport op met hun adviezen en bemerkingen. Op basis van dit verslag kan de plaatselijke R.E.V.-verantwoordelijke desgevallend oordelen over de kwaliteit van het werk, verricht door de onderhoudsaansteller en over concrete richtlijnen beschikken om energiebesparingen door te voeren.

3. Onverminderd de bevoegdheden ter zake van andere Staatsorganismen of -diensten, Provincie- of Gemeentelijke instanties, de Agglomeratie of verenigingen van gemeenten, zal de Regie der Gebouwen een stelselmatige controle kunnen uitoefenen op de verwarmingsinstallaties van de openbare gebouwen. De Regie zal instaan voor het toezicht op de naleving van de maximumtemperatuur in de openbare gebouwen.

4. De gemeentelijke R.E.V.-verantwoordelijke zal in ieder gebouw of gebouwcomplex een plaatselijke verantwoordelijke aanstellen die gelast zal zijn met de toepassing van de gemeentelijke richtlijnen inzake energiebeheer.

Si cette personne ne s'estime pas à même d'apprécier le bon fonctionnement des installations thermiques ou d'intervenir en cas d'incident, elle avertira immédiatement le responsable communal de l'U.R.E. ou la personne désignée par celui-ci.

5. Conformément à l'accord du Gouvernement du 19 octobre 1980 repris par le Gouvernement actuel :

« Tous les départements et services publics sont tenus de réduire de 20 p.c. par rapport à la période de référence 1978-1979 le niveau de leur consommation d'énergie au cours de l'année 1981 sans porter préjudice à l'approvisionnement régulier et efficace des besoins prioritaires. »

Pour la réalisation pratique de cette mesure les Administrations sont tenues de se baser en particulier sur les directives reprises dans la circulaire du 25 octobre 1979, ainsi que sur la nouvelle réglementation relative à la température maximale dans les bureaux et les classes.

Etant donné :

— que la période de chauffe 1978-1979 fut une période particulièrement sévère (le nombre de degrés-jours 15/15 à Uccle était de 10 p.c. supérieur à la normale);

— que la réduction de la température résultante sèche de 20 °C à 19 °C aboutira à des économies importantes qui dans certains cas s'élèveront à 10 p.c. et plus;

— que la programmation bien suivie du fonctionnement des installations de chauffage et de ventilation, telle qu'elle est imposée dans la circulaire précitée, permet de réaliser des économies d'énergie élevées;

L'objectif de réduction de 20 p.c. de la consommation énergétique semble pouvoir être atteint en 1981.

Les 20 p.c. se rapportent à l'ensemble de la consommation d'énergie de la Commune. Il ne faut donc pas inclure, dans les calculs, les bâtiments dont l'occupation est postérieure à la saison de chauffe 1978-1979.

5.1. Pour permettre le contrôle de sa politique d'U.R.E. et des économies d'énergie réalisées, chaque commune et l'Agglomération devront tenir une comptabilité de toutes les consommations énergétiques.

A partir de l'exercice 1982, cette comptabilité correspondra à l'exercice budgétaire, c'est-à-dire à l'année civile et non plus à la saison de chauffe là où cela est encore le cas.

5.2. L'Autorité de tutelle considère qu'il est souhaitable que les schémas d'enregistrement comptable soient conçus de manière telle qu'ils puissent servir d'outils de gestion pour la politique communale d'U.R.E. Ils devront notamment détailler les consommations en unités physiques par type d'énergie et par bâtiment ou groupes de bâtiments, si des raisons techniques l'imposent.

Une standardisation des schémas d'enregistrement sera recherchée, à l'initiative de la tutelle et en collaboration avec les responsables communaux concernés, dans les prochains mois, afin de pouvoir ultérieurement en assurer plus facilement le traitement informatique.

5.3. Pour apprécier les économies déjà réalisées, soit durant la saison de chauffe 1980-1981, soit durant l'année 1981, la tutelle tiendra compte des situations particulières que les communes pourraient faire valoir. Cela pourrait être le cas dans les communes qui auraient, au cours des années 1976 et suivantes, procédé à des investissements économiseurs d'énergie ou déjà pris des mesures conservatoires : moyennant justifications probantes, elles pourront proposer à la tutelle de rectifier les chiffres de la période de référence 1978-1979.

Il est souligné à cet égard que l'évaluation des économies réalisées portera sur l'ensemble de la consommation énergétique communale.

5.4. L'objectif des 20 p.c. d'économies d'énergie deviendra impératif dès l'année civile 1982.

6. Les propositions budgétaires pour 1982 seront obligatoirement accompagnées d'une note annexe reprenant, pour l'année civile 1980, les consommations d'énergie en unités physiques et en termes monétaires, globales et par bâtiment ou groupes de bâtiments, pour l'ensemble du parc automobile et par véhicule, et pour l'éclairage public, ainsi que les montants prévus au budget 1982 pour les diverses consommations, en précisant les quantités et coût estimés.

Wanneer deze zich niet bekwaam acht te oordelen of de thermische installaties perfect werken of in te grijpen wanneer er zich een incident voordoet, dient hij onmiddellijk de gemeentelijke R.E.V.-verantwoordelijke of de door hem aangewezen persoon te verwittigen.

5. Zoals voorzien in het Regeerakkoord van 19 oktober 1980, overgenomen door de huidige Regering :

« Alle departementen en overheidsdiensten dienen hun energieverbruik in 1981 met 20 pct. te verminderen ten overstaan van het verbruik over de referenteperiode 1978-1979, met dien verstande dat een regelmatige en afdoende voorziening van de prioritaire behoeften verzekerd zal blijven. »

Voor de praktische uitvoering van deze maatregel moeten de Besturen zich vooroerst steunen op de richtlijnen vervat in de omzendbrief van 25 oktober 1979 evenals op de nieuwe reglementering in verband met de maximale temperatuur in de kantoren en klaslokalen.

Daar het :

— stookseizoen 1978-1979 en bijzonder streng seizoen was (zo bedroeg in Ukkel het aantal graad-dagen 15/15, of 10 pct. meer dan normaal);

— verlagen van de droge resulterende temperatuur van 20 °C naar 19 °C belangrijke besparingen zal meebrengen, die in bepaalde gevallen 10 pct. en meer kunnen bedragen;

— zorgvuldig programmeren van de werking der verwarmings-en verlichtingsinstallaties, zoals opgelegd in hogervermelde omzendbrief, toelaat aanzienlijke energiebesparingen te verwezenlijken;

— lijkt het streefdoel het energieverbruik met 20 pct. te doen afnemen in 1981 bereikt te kunnen worden.

De besparingsmaatregel van 20 pct. slaat op het geheel van het energieverbruik van de Gemeente. Hierbij dienen gebouwen die na het seizoen 1978-1979 in gebruik werden genomen niet te worden mee opgenomen in de berkenningen.

5.1. Om de controle van het R.E.V.-beleid en de gerealiseerde energiebesparingen mogelijk te maken dienen iedere gemeente en agglomeratie een boekhouding bij te houden van al het energieverbruik. Vanaf het begrotingsjaar 1982 dient deze boekhouding met het begrotingsjaar overeen te stemmen, met andere woorden met het burgerlijk jaar en niet langer met het stookseizoen waar dit nog het geval is.

5.2. De toezichthoudende overheid oordeelt het wenselijk dat de schema's voor boekhoudkundige registratie zodanig ontworpen worden dat zij als beheersmiddelen kunnen dienen voor het gemeentelijk R.E.V.-beleid. Zij dienen met name het verbruik in fysische eenheden te detailleren per energietype en per gebouw of groep van gebouwen indien technische redenen dat vereisen.

Er zal gestreefd worden naar een standaardisering van deze registratieschema's op initiatief van de toezichtende overheid en met de medewerking van de betrokken gemeentelijke verantwoordelijken in de komende maanden, en later de informatica-behandeling ervan te vergemakkelijken.

5.3. Ten einde een evaluatie door te voeren van de reeds doorgevoerde besparingen tijdens het stookseizoen 1980-1981 of het begrotingsjaar 1981, dient de voogdij rekening te houden met de bijzondere toestanden die gemeenten zouden kunnen doen gelden. Dit zou het geval kunnen zijn voor gemeenten die in de jaren 1976 en volgende, energiebesparende investeringen hebben verricht of maatregelen in deze zin hebben genomen : mits voorlegging van sluitende rechtvaardigende documenten zullen zij aan de voogdij kunnen voorstellen de cijfers van de referenteperiode 1978-1979 te rectificeren.

In dat opzicht wordt er de nadruk op gelegd dat de evaluatie van de doorgevoerde besparingen zal strekken over het geheel van het gemeentelijk energieverbruik.

5.4. Het streefdoel van 20 pct. energiebesparing wordt imperatief met ingang van het burgerlijk jaar 1981.

6. De begrotingsvoorstel 1982 dienen vergezeld te gaan van een nota in bijlage met voor het burgerlijk jaar 1980, het energieverbruik in fysische eenheden en monetaire termen, globaal en per gebouw of groep van gebouwen, voor het totaal aantal voertuigen en per voertuig en voor de openbare verlichting, alsmede de op de begroting 1982 voorziene bedragen voor het verbruik met de precisering van de geraamde hoeveelheden en kosten.

6.1. Dans cette perspective, les communes élaboreront, avant le 1.10.1981, une note qu'elles devront envoyer à la tutelle et qui reprendra toutes les mesures d'économies (directives pour une meilleure gestion de l'énergie, investissements en cours ou prévus pour 1981-1982) qu'elles comptent mettre en œuvre en 1982.

6.2. La note annexe accompagnant les propositions budgétaires dont question au § 6 comportera, à partir des propositions budgétaires pour 1983 et des années suivantes, les informations prévues au § 6.1., ainsi qu'un bilan détaillé des consommations et économies réalisées au cours de l'année écoulée, des investissements faits, ainsi que toutes remarques ou suggestions à l'autorité supérieure pour améliorer la politique d'U.R.E. dans la Région.

6.3. Le responsable communal de l'U.R.E. ne pourra mener une politique énergétique cohérente et efficace, et optimiser les consommations d'énergie que s'il dispose de tous les éléments d'information nécessaires à la fois pour établir des bilans annuels et proposer aux autorités communales des plans d'action et d'investissements portant sur plusieurs années. L'organisation comptable communale s'y prêtant mal, il est suggéré que le responsable de l'U.R.E. tienne une comptabilité analytique séparée, dont les soldes devront coïncider avec les comptes communaux.

Cette comptabilité lui servira d'instrument de gestion et de prévision.

6.4. Au niveau des budgets et comptes communaux, il faudra distinguer les consommations par fonction : chauffage des bâtiments, éclairage des bâtiments, éclairage public, parc automobile, notamment.

6.5. On soulignera, à nouveau, l'importance de la bonne tenue des deux types de comptabilité mentionnés aux § 6.3. et 6.4.,

car si les économies d'énergie qui devront impérativement être réalisées dès 1982 ne se concrétisaient pas, les budgets de fonctionnement de l'année suivante seraient réduits au prorata des consommations excédentaires enregistrées par rapport aux objectifs.

Les autorités de tutelle prendront néanmoins en considération circonstances invoqueraient. On soulignera qu'en l'occurrence l'objectif majeur est la réduction de la consommation énergétique et, l'objectif secondaire, celle des dépenses budgétaires.

7. A dater de la présente circulaire, une nouveau critère, s'il échec, devra être inclus dans les cahiers des charges des marchés publics : la performance énergétique. En plus des critères de coût à l'achat, les coûts énergétiques de fonctionnement seront pris en considération.

Des exigences spécifiques concernant les installations de chauffage et d'isolation devront être inscrites dans les cahiers des charges des nouveaux bâtiments, des bâtiments à transformer ou des nouvelles installations de chauffage.

C'est pourquoi les autorités de tutelle estiment que toute construction nouvelle ou rénovation, toute commande d'équipements et de véhicules devra faire l'objet d'une évaluation énergétique de l'investissement envisagé.

8. Il est rappelé que la Régie des Bâtiments du Ministère des Travaux publics a été chargé d'établir un cadastre énergétique des bâtiments publics de l'Etat, des provinces et des communes.

Ce travail à long terme doit permettre d'aboutir à un contrôle détaillé permanent de la consommation d'énergie et ce, compte tenu des paramètres thermiques et dimensionnels et du mode d'utilisation des bâtiments publics.

Au cours des prochains mois, des techniciens de la Régie des Bâtiments et présenteront donc dans les services communaux pour rassembler des données relatives, entre autres :

- à la programmation et au fonctionnement des services;
- aux caractéristiques des bâtiments et de l'équipement thermique;
- à la régulation automatique.

6.1. In dit perspectief dienen de gemeenten vóór 1 oktober 1981 een nota op te maken en aan de voogdij toe te sturen waarin alle energiebesparende maatregelen zijn opgenomen (richtlijnen voor een beter beheer van de energie, lopende of voorziene investeringen voor 1981-1982) die zij in 1982 denken uit te voeren.

6.2. De bij de begrotingsvoorstellen bijgevoegde nota, waarvan sprake in § 6, dient vanaf de begrotingsvoorstellen voor 1983 en volgende jaren, de informatie te bevatten voorzien in 6.1., alsmede een gedetailleerde balans te omvatten van het verbruik en besparingen en alle opmerkingen en suggesties aan de hogere overheid om het R.E.V.-beleid van het Gewest te verbeteren.

6.3. De gemeentelijke R.E.V.-verantwoordelijke kan slechts een coherent en doeltreffend energiebeleid voeren en het energieverbruik optimalen wanneer hij beschikt over alle vereiste informatie-elementen om de jaarsbalansen op te stellen en om aan de gemeentelijke overheden actie- en investeringsplannen over verscheidene jaren voor te stellen. Aangezien de gemeentelijke boekhoudkundige organisatie zich daar slecht toe leent, wordt gesuggereerd dat de R.E.V.-verantwoordelijke een gescheiden analytische boekhouding bijhoudt waarvan de saldo met de gemeentereselingen moeten overeenstemmen.

Deze boekhouding zal voor hem een beheers- en prognose-instrument zijn.

6.4. Op het niveau van de gemeentebegrotingen en -rekeningen moet een onderscheid gemaakt worden tussen de verbruiken per functie : verwarming van gebouwen, verlichting van gebouwen, openbare verlichting, autopark.

6.5. Andermaal dient gewezen op het belang op het goed bijhouden van de twee types boekhoudingen waarvan sprake in 6.3. en 6.4.

Indien de energiebesparingen die vanaf 1982 doorgevoerd worden geen concrete vorm mochten aannemen, zullen de werkingsbegrotingen van het volgend jaar herleid worden a ratio van het meerverbruik geregistreerd ten opzichte van de doelstellingen.

De voogdijoverheden zullen niettemin de uitzonderlijke omstandigheden of gevallen van heikracht in overweging nemen die de gemeenten zouden inroepen. Er dient evenwel op gewezen dat het hoofdstreefdoel de herleiding van het energieverbruik blijft en het tweede de verminderen van de begrotingsuitgaven.

7. Met ingang van onderhavige omzendbrief zal, in voorkomend geval, een nieuw criterium moeten ingebouwd worden in de lastenboeken van de overheidsbestellingen, namelijk de energie, prestaties. Naast de criteria van de aankoopprijs zullen ook de energiewerkingskosten in aanmerking genomen worden.

In de lastenboeken voor nieuwe gebouwen, te verbouwen gebouwen of nieuwe stookinstallaties, zullen specifieke eisen moeten worden opgenomen voor de stook- en isolatieinstallaties.

De toezichthoudende overheden zijn daarom de mening toegegaan dat bij iedere nieuw- of vernieuwbouw, bij iedere bestelling van uitrusting en voertuigen door de bevoegde gemeenteoverheden een energieraming van de vooropgestelde investering moet uitgevoerd worden.

8. Er wordt aan herinnerd dat de Régie der Gebouwen van het Ministerie van Openbare Werken opdracht krijgt een energiekader op te stellen van de openbare gebouwen van de Staat, provincie en gemeenten.

Dit werk op lange termijn moet het mogelijk maken te komen tot een doorlopende gedetailleerde controle van het energieverbruik, wel rekening houdend met de thermische en dimensionele parameters en het gebruikspatroon van de overheidsgebouwen.

Tijdens de komende maanden zullen technici van de Régie der Gebouwen zich in de gemeentediensten aanbieden om gegevens te verzamelen betreffende, onder meer :

- de programmatie en werking van de diensten;
- de karakteristieken van de gebouwen en de thermische uitrusting;
- de automatische regeling.

Il est souhaité que les administrations communales réservent bon accueil à ces agents et leur fournissent l'information demandée, de même que tout renseignement à propos des projets économiseurs d'énergie qu'elles auraient déjà réalisés, afin d'accélérer la diffusion des expériences particulièrement concluantes.

8.1. Dans le même ordre d'idées, il est souhaité que les responsables communaux de l'U.R.E. se réunissent régulièrement pour échanger leurs expériences en la matière.

8.2. La réalisation du cadastre énergétique entreprises par la régie des Bâtiments prendra un certain temps pour être achevée. Les autorités de tutelle sont d'avis que l'on ne peut attendre sa réalisation pour procéder à des investissements économiseurs d'énergie. Elles recommandant donc instamment aux communes d'entamer d'ores et déjà ce travail en commençant par les bâtiments et locaux les plus énergivores.

Les autorités de tutelle se mettront en rapport à cet égard avec la Régie des Bâtiments afin de pouvoir fournir aux communes des instructions normalisées pour effectuer cette tâche.

Le cas échéant, elles prendront des mesures pour aider les communes à établir le cadastre énergétique de leur patrimoine et en faire l'audit.

Le Ministre,
A. Degroeve.

De gemeentebesturen worden verzocht deze ambtenaren een goed onthaal te verstrekken en hun alle gevraagde informatie te overhandigen en hun alle inlichtingen te geven over de energiebesparingsprojecten die zij reeds zouden hebben uitgevoerd, ten einde de verspreiding van bijzonder afdoende ervaringen te versnellen.

8.1. In dezelfde geest wordt de wens uitgesproken dat de gemeentelijke R.E.V.-verantwoordelijken regelmatig zouden samenkomen om van gedachten te wisselen.

8.2. De voltooiing van het energiekadaster door de Regie der Gebouwen zal enige tijd vergen.

De toezichthoudende overheden zijn van oordeel dat niet mag gewacht worden met de uitvoering ervan om tot energiebesparende investeringen over te gaan. Zij verstrekken dus met aandrang de aanbeveling aan de gemeenten nu reeds daartoe over te gaan en te beginnen met de meest energieverlindende gebouwen en lokalen.

De toezichthoudende overheden zullen zich daartoe in verband stellen met de Regie der Gebouwen om aan de gemeenten genormaliseerde instructies te verstrekken voor het uitvoeren van deze opdracht.

Zij zullen dus desgevallend maatregelen treffen om de gemeenten te helpen bij de opstelling van het energiekadaster van hun patrimonium en de energie-audit uit te voeren.

De Minister,
A. Degroeve.

MINISTÈRE DES FINANCES

Administration de la Trésorerie

EMPRUNT A LOTS 1938

Liste officielle du tirage n° 286 (vingt-quatrième année)
du 20 juillet 1981

OBLIGATIONS A AMORTIR

6 groupes, à rembourser par lot à partir du 15 octobre 1981.
Les obligations faisant partie d'un groupe sorti ont droit chacune à la moitié ou au dixième du lot échu à ce groupe selon que celui-ci comprend des obligations de 5 000 francs ou des obligations de 1 000 francs.

UN LOT DE EEN LOT VAN	100 000	FRANCS FRANK	GROUPE GROEP	45475 et (en) 45476
--------------------------	---------	-----------------	-----------------	---------------------

Cinq lots de 50 000 francs
Groepes :

8881 et (en) 8882 | 142181 à (tot) 142190 | 261771 à (tot) 261780 | 478351 à (tot) 478360 | 574211 à (tot) 574220

CODE
377

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie der Thesaurie

LOTENLENING 1938

Officiële lijst der loting nr. 286 (vierentwintigste jaar)
van 20 juli 1981

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

6 groepen, terug te betalen met lot van 15 oktober 1981 af.
De obligaties die tot een uitgelote groep behoren hebben ieder recht op de helft of het tiende van het lot dat aan de groep is toegekomen, naargelang deze obligaties van 5 000 frank of obligaties van 1 000 frank bevatten.

UN LOT DE EEN LOT VAN	100 000	FRANCS FRANK	GROUPE GROEP	45475 et (en) 45476
--------------------------	---------	-----------------	-----------------	---------------------

Vijf loten van 50 000 frank
Groepen :

Vijf loten van 50 000 frank
Groepen :

Liste des groupes d'obligations sortis aux tirages de la vingt-quatrième année (n° 277 à 286) et remboursables à partir du 15 octobre 1981.

1247 et (en) 1248	42566 et (en) 42566	123941 à (tot) 123950	350431 » 350440	478351 à (tot) 478360
2575 » 2576	45475 » 45476	142181 » 142190	356721 » 356730	508891 » 508900
4279 » 4280	46315 » 46316	192411 » 192420	370421 » 370430	521071 » 521080
6073 » 6074	52471 » 52472	195121 » 195130	371221 » 371230	540401 » 540410
6481 » 6482	55267 » 55268	196261 » 196270	376061 » 376070	547061 » 547070
8881 » 8882	57323 » 57324	255781 » 255790	378561 » 378570	574211 » 574220
11491 » 11492	58823 » 58824	260561 » 260570	421591 » 421600	591901 » 591910
13373 » 13374	61379 » 61380	261771 » 261780	443561 » 443570	609161 » 609170
32377 » 32378	62537 » 62538	301391 » 301400	454401 » 454410	650861 » 650870
32831 » 32832	101741 à (tot) 101750	305401 » 305410	460881 » 460890	683201 » 683210
33877 » 33878	104931 » 104940	339331 » 339340	462111 » 462120	700561 » 700570
42293 » 42294	148861 » 148870	344441 » 344450	477631 » 477640	701961 » 701970

Lijst der groepen obligaties uitgekomen bij de lotingen van het vierentwintigste jaar (nrs. 277 tot 286) en terugbetaalbaar van 15 oktober 1981 af.